

UNE **ALTERNATIVE** POUR **L'EUROPE**



**Quelques questions...
et quelques éléments de réponse**



MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE



Manifestation pour le climat à Paris en septembre 2019 © Corine Mayo

UNE ALTERNATIVE POUR L'EUROPE

Quelques questions... et quelques éléments de réponse

À propos du texte Europe

À l'occasion des élections européennes, il semblait utile de proposer une réflexion collective sur l'Europe au sein d'ENSEMBLE! et plus largement dans la gauche. Nous avons le sentiment que cette réflexion était restée en panne depuis déjà longtemps. Nous souhaitons débattre surtout de l'Europe que nous voulons, avec les forces sociales, démocratiques et de lutte de classe, afin que la discussion se noue et progresse.

La question d'une autre Europe restera, bien entendu, posée au-delà des élections.

La campagne qui a démarré ne donne, en effet, guère lieu à des propositions alternatives. Elle reste ancrée dans les débats politiques franco-français. On y parle bien peu des enjeux stratégiques de la construction d'une alternative en Europe. Tout se passe comme si cette séquence électorale ne devait que reproduire les précédentes (et préparer les suivantes).

C'est en réaction à ces tactiques à courte vue que nous avons tenté dans ce texte de mettre en évidence les nouveaux enjeux tout en actualisant les propositions plus anciennes.

Il nous est apparu que des changements considérables venaient bousculer les perspectives stratégiques. Il nous semble important d'essayer de formaliser ce qui fait accord entre nous, y compris avec des formulations interrogatives ou imprécises. Nous avons voulu en faire un outil du débat public.

Nous avons bien conscience des limites de ce texte. Certaines sont les conséquences des débats qui n'ont pas été menés. L'Europe est trop restée l'affaire des spécialistes institutionnels. L'affaiblissement des forums sociaux et d'autres réseaux sociaux et écologiques pèse lourd également.

Nous n'avons plus et nous n'aurons plus affaire à la même Union Européenne. Il faut mettre au débat ces évolutions si nous souhaitons avoir une stratégie de transformation de l'Europe. Cette stratégie ne se réduit pas au Parlement et aux institutions européennes.

C'est la ligne directrice de ce texte. D'autres démarches étaient sans doute possibles, mais nous assumons ce choix.

Il est nécessaire de prendre la mesure de la montée des extrêmes droites en Europe, mais aussi de leurs ajustements stratégiques par rapport à l'UE. Le *brexit* et ses conséquences mais aussi la capacité de l'extrême droite à peser sur les politiques européennes (contre le *green deal*, sur la politique agricole, etc.) modifie leurs stratégies d'opposition absolue. Face à ces forces, mais aussi aux droites dans leur totalité, nous devons offrir des propositions alternatives européennes.

Il nous faut rompre avec un occidentalisme qui domine jusqu'à aujourd'hui dans la gauche, en particulier française. Le centre de gravité de l'UE s'est pourtant déplacé vers l'est et il est fondamental de prendre en compte ce que disent nos partenaires de l'Europe centrale et orientale. On ne peut faire l'impasse sur les capacités de lutte des travailleurs et des travailleuses de ces pays ni sur leurs inquiétudes légitimes devant les menaces de Poutine.

Enfin, l'Europe est confrontée à la guerre en Ukraine. C'est un élément central de changement en l'Europe. Il nous a paru nécessaire de ne pas en rester à une solidarité de principe, mais de détailler les conséquences de cette guerre. Il faut en tirer des conclusions stratégiques sur la construction de l'UE. L'issue de cette guerre pèsera lourd sur l'avenir de l'Europe.

La mise en perspective d'une Europe démocratique et sociale suppose, par conséquent, de redéfinir les institutions et les relations internationales.

L'utilisation de ce texte ne se limite pas à la période électorale, même si nous pensons qu'il est important de commencer à y mener un débat de fond, par-delà les oppositions concurrentielles d'une campagne trop franco-française.

C'est un texte d'étape. La réflexion doit continuer au sein d'ENSEMBLE!. Elle doit devenir commune avec d'autres forces politiques, syndicales et des mouvements sociaux, et ceci à l'échelle européenne. Nous voulons poser les bases de ce que devrait être un travail européen commun pour l'émancipation.

Préambule

Nous avons conscience des limites de ce texte.

Ces limites sont, pour une part, les conséquences des débats non (ou peu) menés – en particulier en France au sein de la gauche, mais aussi des courants écologistes – sur les questions européennes. Jusqu'à ce jour, les questions européennes sont trop souvent restées l'affaire de spécialistes institutionnels ou ont été réduites aux simples enjeux électoraux nationaux.

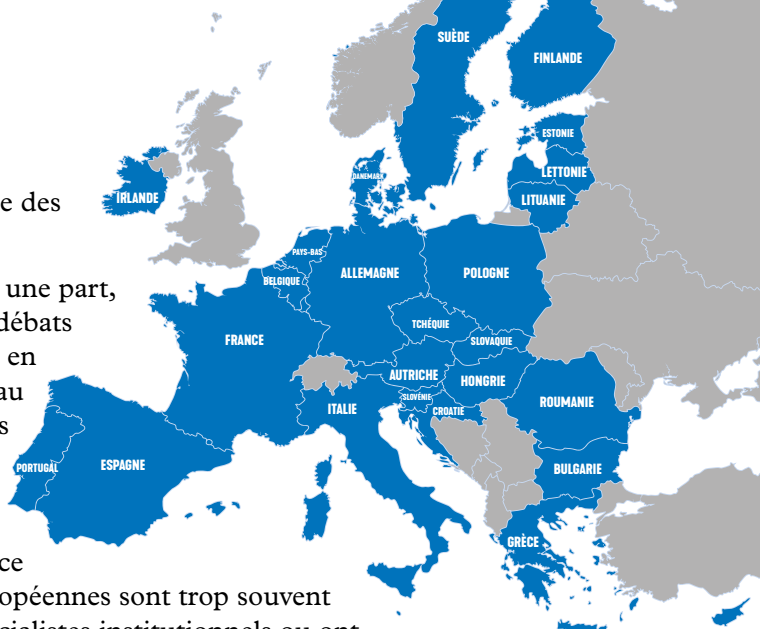
Les élections européennes du mois de juin se présentent dans un contexte de bouleversements majeurs : montée des extrêmes droites, guerre en Ukraine, effets de celle à Gaza, crise climatique et sanitaire, etc. Cela vaut invitation à mener une réflexion et un débat sur les perspectives stratégiques.

Introduction

Le scrutin européen du 9 juin 2024 aura lieu dans un nouveau contexte, à l'échelle mondiale, comme à l'échelle européenne. De nouvelles questions obligent à rouvrir la réflexion sur l'Europe que nous voulons et à construire de nouvelles réponses, à la fois au-delà et dans une complémentarité avec l'orientation mise en avant jusque-là par ENSEMBLE!

Les éléments principaux de ce nouveau contexte sont :

- le Brexit – effectif depuis 2020 – et ses suites négatives pour les populations du Royaume-Uni,
- l'épisode majeur de la COVID,
- la guerre de l'impérialisme russe contre l'Ukraine avec toutes ses conséquences sur l'approvisionnement énergétique et alimentaire dans de nombreux pays,
- la montée en puissance des extrêmes droites dans de nombreux États membres, avec, en leur sein, des partis néo-fascistes et racistes.



Concernant la montée des extrêmes droites en Europe, trois remarques. Leurs deux référents sont Trump et Poutine. La majorité de ces partis s'est positionnée pour l'impérialisme russe contre l'Ukraine. Globalement, ces courants ont modifié leur orientation de sortie de l'UE dans une combinaison d'options nationalistes et néo-libérales qu'ils se proposent de développer au sein de l'UE. Mais cela ne signifie pas que cet abandon de la tentation « Brexit » est définitif. Le risque de dislocation de l'UE s'est éloigné, mais n'a pas disparu.

L'Europe de demain sera une autre Europe que celle de l'UE telle que nous l'avons connue, avec la succession des élargissements commencés du temps de la Communauté européenne puis consécutifs à la chute du Mur. Avec les élargissements programmés dans la partie centrale et orientale de l'Europe et les Balkans, et la perspective à moyen terme de l'adhésion de huit nouveaux États¹ – même si pour plusieurs d'entre eux le processus sera long – c'est la configuration générale de l'UE – déjà modifiée par le départ sur son flanc nord-ouest du Royaume-Uni – qui va changer. Son centre de gravité se déplace vers l'est.

Pour toutes ces raisons, une réflexion sur la nature et les contours d'une Europe politique doit d'autant plus être poursuivie qu'elle s'inscrit dans une aspiration diffuse à l'unité et au dépassement des États-nations. Quelle Europe? Une Europe fédérale? Avec qui? Avec quelles institutions?

1 Sur quoi s'appuyer ?

Les exigences et les propositions alternatives mises en avant depuis de nombreuses années demeurent toujours indispensables

On peut les résumer ainsi :

- Démocratisation de l'espace public européen (prérogatives accrues du Parlement et démocratie active et citoyenne par le bas) ;
- Droit à l'IVG garanti dans tous les pays membres, avec obligation de moyens ;
- Égalité des droits entre les hommes et les femmes ;
- Reconversion écologique de l'économie et aide au secteur économique coopératif et autogéré ;

1. Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Macédoine du Nord, Moldavie, Montenegro, Serbie, Ukraine.

- Élargissement de la citoyenneté européenne et instauration d'une citoyenneté de résidence permettant à des non-nationaux originaires de pays hors UE et résident·es de tout État membre de bénéficier des mêmes droits civiques que les ressortissant·es de l'UE;
- Refus de l'Europe-forteresse. Liberté d'installation et de circulation des migrant·es qui doivent bénéficier d'un accueil digne et inconditionnel. Suppression du règlement de Dublin qui empêche les migrant·es de choisir leur pays de destination;
- Ouverture de l'UE au monde sur la base de relations égalitaires;
- Respect des minorités et du droit à l'auto-détermination des peuples;
- Défense d'une agriculture paysanne et sortie des traités de libre-échange.

De plus, le refus des dumpings vaut aussi pour les États candidats à l'adhésion à l'UE. Il faut pousser à l'harmonisation par le haut des normes concernant salaires, retraites, allocations chômage, minima sociaux, conditions de travail et statuts. Même chose en ce qui concerne les conditions de vie (logement, santé, éducation, culture). Ceci pour les femmes comme pour les hommes (salarié·es, retraité·es, précaires, chômeurs et chômeuses). Il faut imposer la reconnaissance des droits sociaux pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses («indépendant·e», salarié·e détaché·e, livreur ou livreuse, porteur ou porteuse de projet ou immigré·es) de tous les États membres de l'UE.



Agriculture, écologie : une rupture indispensable

La prise de conscience de la crise écologique globale progresse. Les rapports établis par les scientifiques du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) sont de plus en plus alarmants, soulignant l'urgence d'une politique de rupture.

L'échelle européenne est l'échelle pertinente pour affronter un certain nombre de défis écologiques : réchauffement climatique ; pollutions de l'air, de l'eau et des sols (micro-plastiques, polluants « éternels » de type PFAS, etc.) ; limites de certaines ressources naturelles ; pertes de biodiversité.

On n'enrayera pas une crise qui menace les conditions de vie sur Terre avec des mesures cosmétiques, ni par des solutions technologiques très coûteuses et pour le moment hasardeuses : relance du nucléaire sans que la question des déchets ne soit résolue, captation du CO₂ dans l'atmosphère, recours à la mutagenèse, etc. L'apparente – et récente – réduction des émissions de gaz à effet de serre en Europe, ne doit pas cacher le fait que notre continent externalise une large part de ses émissions par ses importations de marchandises de pays tiers (et accessoirement par l'exportation de ses déchets). L'avidité des multinationales européennes ne cesse pas, comme Total qui multiplie les projets d'exploitation de pétrole et de gaz,

« Rompre, désobéir, refonder. » Le triptyque, autrefois mis en avant, permettait d'articuler notre démarche

- Rupture avec une construction européenne basée sur la fuite en avant d'un capitalisme néo-libéral et productiviste et une absence de démocratie réelle ;
- Désobéissance aux traités majeurs enfermant la construction européenne dans cette fuite en avant et cette absence de démocratie – en dépit du « Non » de la France et des Pays-Bas en 2005 ;
- Refondation pour une autre Europe, remise à l'endroit sur le plan social et économique, écologique et démocratique.

En Grande-Bretagne, l'expérience du Brexit a été négative pour le monde du travail et rapidement suivie sur le plan sociétal par une forte recrudescence des actes racistes et homophobes.

Cela confirme, s'il en était besoin, qu'il n'existe pas de sortie « de gauche » de l'UE. Les thématiques nationalistes et racistes qui avaient marqué la campagne électorale du « leave » l'avaient déjà indiqué.

Quant aux promesses de faire évoluer l'UE vers une Europe sociale, par une politique de petits pas, sans rupture avec les traités existants, et dans l'accommodement avec les droites et le monde de la finance, toute l'histoire nous montre que ces promesses n'ont jamais été tenues.

Cette politique des petits pas portée par les sociaux-libéraux a débouché systématiquement sur des politiques d'austérité et de régression sociale pour les peuples et le monde du travail.

Le peuple grec subit encore les effets délétères de l'échec de l'expérience gouvernementale de Syriza. Cet échec pèse toujours sur l'ensemble des forces de la gauche et de l'écologie européennes.

Nous sommes aujourd'hui confronté·es à des défis majeurs

Urgences écolo-climatiques, démocratiques et sociales; égalité effective hommes-femmes; accueil digne et inconditionnel des migrant·es; refus de la guerre au cœur de l'Europe et au Moyen-Orient tout proche.

Refusons le Pacte européen sur la migration et l'asile de décembre 2023. Nous devons réclamer des voies légales de mobilité permettant aux migrant·es d'accéder à des visas et donc supprimer les «hots spots» aux portes de l'Europe. Imposons la présomption de minorité pour l'accueil et la protection des mineurs non accompagnés. Exigeons la prise en charge des moyens nécessaires pour le sauvetage en mer et en montagne.

Ajoutons la nécessité pour l'UE de concevoir de manière radicalement différente son rapport au monde. Cela implique de désobéir aussi aux traités de libre-échange avec différentes régions du monde – comme l'exige le collectif stop-tafta/stop ceta – et de repenser radicalement les politiques de coopération internationale avec les pays du Sud. Relever ces défis impose une critique anticapitaliste de l'UE. Celle-ci, non pas au nom d'une remise en cause de la nécessaire construction européenne, mais au contraire pour combattre les logiques réactionnaires et les replis ethno-nationalistes dont elles sont porteuses.

Nous devons construire une alternative économique et sociale à l'Europe néo-libérale. Une telle orientation ne peut être construite en vase clos et séparément à l'échelle de chacun des États membres. Cette alternative économique doit aller de pair avec la prise en compte de l'urgente nécessité d'une rupture écologique.

y compris dans une région aussi fragile que l'Arctique !

Une remise en cause des modes de production et de consommation s'impose, loin des illusions productivistes de la « croissance » capitaliste : sobriété pour les consommations d'énergie et des ressources naturelles ; développement auto-centré des territoires et réduction des flux de marchandises ; restauration de la biodiversité ; priorité à la satisfaction des besoins collectifs, au développement des communs et des gratuités.

Maîtriser les échanges internationaux !

78 % des personnes interrogées en France veulent que l'accord UE-Mercosur soit abandonné. Réalisé dans quatre pays européens (France, Allemagne, Pays-Bas et Espagne), ce sondage présente des résultats similaires pour chaque pays. Selon un autre sondage datant de 2020, plus de 80 % des personnes interrogées appellent à la relocalisation¹.

De même, l'Europe devrait agir pour appuyer et donner toute sa force politique à une Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (ou UNDROP, son acronyme anglais²). Cette résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2018 devrait se transformer en cadre international de contrôle obligatoire.

1. Campagnes solidaires n°401, janvier 2024  www.confederationpaysanne.fr

2. UNDROP-Book-of-Illustrations-1-FR-1-Web  www.viacampesina.org

Nous faisons des propositions institutionnelles et politiques au niveau européen

- Interdire l'emploi précaire et le temps partiel imposé.
- Réduire la durée de travail sans perte de salaire et avec embauches correspondantes.
- Engager un processus vers un salaire minimum européen.
- Mettre en œuvre effectivement l'égalité femmes-hommes.
- Consolider et étendre les systèmes de protection sociale.
- Agir pour le respect des exigences portées par l'OIT, pour les divers pays comme pour les entreprises multinationales.
- Adopter une directive de protection contre les licenciements collectifs. Instaurer l'obligation de négocier, sur des propositions alternatives, avec les représentant·es des travailleurs et des travailleuses qui devront disposer d'un droit de veto suspensif.
- Assujettir la Banque centrale européenne aux institutions politiques de l'UE.
- Réévaluer le budget européen pour faire face aux exigences d'intervention publique et, notamment, pour réussir l'élargissement.
- Mettre fin à la mise en concurrence sociale et fiscale entre les États membres et à l'existence de paradis fiscaux au cœur de l'UE.
- Réformer profondément la Politique Agricole Commune – aujourd'hui 1^{er} budget européen (31 %) – vers une Politique alimentaire et environnementale commune. Pour les paysan·nes européen·nes, donner la priorité aux actifs et aux productions alimentaires locales, avec des prix garantis. Développer les recherches participatives. Favoriser les alternatives aux phytosanitaires, aux énergies fossiles et la préservation de la biodiversité. Sortir l'agriculture des négociations mercantilistes des accords de « libre-échange ».
- Supprimer l'Accord Général sur le Commerce des Services : les secteurs de l'éducation, de la santé et de la



culture ne peuvent être soumis aux règles de la marchandisation. Suspendre les directives imposant la mise en concurrence des services publics.

- Décréter un moratoire sur les privatisations. Tirer le bilan économique et social complet des démantèlements de services publics. Discuter et mettre en œuvre la gratuité des services de transports, à visée écologique.
- Continent où est né et s'est développé le capitalisme – basé sur l'exploitation des êtres humains et des ressources naturelles – l'Europe a une dette écologique à l'égard du reste du Monde et des générations futures. Cela impose que l'Union européenne aille plus loin que les préconisations des COP, tant en termes de ruptures écologiques que de compensations.
- Dégager les États de toute référence religieuse. Celle-ci ne peut, en aucun cas, être tenue pour un patrimoine commun et une dimension constitutive de l'UE. La tradition démocratique, seule, peut être placée au cœur de la vie commune. L'UE devra respecter le principe de laïcité, notamment par une stricte séparation avec les institutions religieuses.

Dans tous ces domaines, il faut viser la construction de politiques européennes progressistes

Pour ce faire, il faut prendre appui sur les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes (en particulier féministes, écologistes et antiracistes). De même pour les propositions issues du travail d'élaboration des forces des gauches critiques, écologistes, alternatives et radicales présentes dans les différents États membres.

Nous devons également tirer les leçons des combats des peuples dits minoritaires – appelés autrefois minorités nationales – qui luttent en Europe pour le droit de déterminer librement leur propre destin. Mais il faut nous tourner désormais – outre les États membres de l'UE – vers les mouvements sociaux ou citoyens et les forces politiques qui réclament l'adhésion à l'UE dans les pays d'Europe centrale, orientale et des Balkans, à commencer par l'Ukraine.

Nous devons aussi renforcer les relations avec les deux autres rives (sud et est) de la Méditerranée ainsi qu'avec les peuples du Caucase, avec l'opposition démocratique et les peuples autochtones en Russie, et avec l'opposition démocratique en Biélorussie. Les oppositions en Russie au régime de Poutine – notamment à la guerre coloniale et impérialiste en Ukraine – doivent être mieux soutenues.



2 L'Ukraine au cœur d'un nouveau contexte

Provoquée par l'impérialisme russe, la guerre en Ukraine est celle d'un peuple agressé qui lutte pour son droit à l'autodétermination.

Cette guerre suscite depuis deux ans une résistance militaire dont la principale limite demeure le déficit en armement, avec une aide occidentale à la fois réelle et trop limitée. Un processus de substitution d'une partie de cette aide par une production d'armement ukrainienne est amorcé.

Dans un rapport de forces toujours très inégal, l'Ukraine peine aujourd'hui à résister aux avancées de l'armée russe.

Mais la résistance ukrainienne n'est pas seulement militaire. C'est aussi une résistance populaire, citoyenne, qui intègre une dimension trop méconnue d'auto-organisation et de premières tentatives d'autogestion. Elle repose sur une implication féminine importante, préfigurant des perspectives émancipatrices pour la société ukrainienne de l'après-guerre.

La situation est complexe : cette double résistance n'empêche nullement l'existence de conflits sociaux face à la politique néo-libérale et socialement régressive du gouvernement Zelensky. Nous soutenons l'Ukraine dans sa résistance armée et non-armée à l'impérialisme russe – à travers notre engagement



dans le Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine (RESU/ENSU¹) – mais aussi les travailleurs et travailleuses d'Ukraine en lutte pour leurs droits sociaux.

Les pratiques de solidarité et d'entraide témoignent, en France, de l'existence d'un mouvement d'opinion favorable à la cause ukrainienne. Mais les difficultés de mobilisation, malgré les efforts positifs et importants du RESU/ENSU sont bien réels.

Une partie de la gauche refuse de s'engager, pour des raisons de positionnement pacifiste de principe. On peut en partager les finalités, mais pas les choix présents qui livreraient la population ukrainienne à la merci de son agresseur russe.

D'autres parties de la gauche sont sur des positions campistes. C'est notamment le cas de certains groupes d'extrême gauche et de secteurs de la CGT, de la FI et du PCF, qui refusent de s'engager dans les mobilisations en faveur de la résistance ukrainienne. Ils considèrent, en effet, que l'agresseur est l'OTAN et nient la nature impérialiste de la politique de la Russie.

En ce qui concerne ENSEMBLE!, notre orientation est constante et cohérente depuis le début de la guerre. Au-delà de la condamnation immédiate de l'agression impérialiste russe et de l'exigence du départ des troupes russes de toute l'Ukraine, notre soutien à la résistance – armée et non-armée – du peuple ukrainien est totale. Ce qui signifie : des armes pour la résistance ukrainienne. Sa victoire conditionne l'installation d'une paix juste et durable dans toute la région. Elle serait d'une importance majeure pour toute l'Europe et pour les peuples de toutes les régions du monde.

Sur la question de la défense, l'OTAN apparaît à une échelle de masse dans l'Europe centrale et orientale, les pays scandinaves et les Balkans comme un bouclier.

Le RESU a su exprimer l'exigence de l'armement de la résistance ukrainienne, indispensable à sa victoire. Il a aussi appelé à la vigilance face aux possibles risques de militarisation des esprits et des sociétés européennes.

1. Le Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine (RESU) a été créé au lendemain du déclenchement de la guerre par la Russie de Poutine, le 24 février 2012, par un collectif de mouvements sociaux, syndicats, organisations et partis d'Europe de l'Est et de l'Ouest opposés à la guerre sur la base d'une déclaration en douze points dont, en particulier, le 3^e indiquant notre «soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité en défense de son droit à l'autodétermination». Il anime le soutien au peuple ukrainien par des activités diverses et s'est élargi à des organisations du monde entier. La version française du RESU auquel participent diverses organisations dont ATTAC, Solidaires, GDS, NPA, ENSEMBLE!, SYLLEPSE ou Copernic participe à des activités variées et multiformes de soutien et travaille en étroite collaboration avec les organisations ukrainiennes. Outre Paris, des structures, sous diverses formes, existent à Lyon, Marseille, Nice, Le Havre ou dans l'Allier. Il est à noter que des manifestations – organisées en particulier à l'occasion du deuxième anniversaire du 24 février – ont reçu un large soutien, notamment de l'ensemble de l'intersyndicale.

Pour l'Europe, des enjeux inédits

Avec la guerre en Ukraine se dessine un basculement de la situation de l'Europe. De nouvelles problématiques s'imposent sur différents problèmes, en particulier les questions militaires et de défense, ainsi que sur les demandes d'élargissement auxquelles est appelée l'Union européenne.

La menace que fait peser sur le continent l'impérialisme russe – en premier lieu pour les peuples d'Europe centrale et orientale, scandinave et balkanique – éloigne la perspective d'une dissolution des blocs militaires et d'un désarmement général, même si celle-ci doit rester à moyen terme un horizon politique.

Pour autant, parce que nous refusons le chantage à l'arme atomique, ENSEMBLE! se prononce pour la dénucléarisation et milite pour la signature, par la France, du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN).

Aujourd'hui, l'adhésion à l'OTAN, à laquelle sont conduits à se rallier plusieurs pays, ne saurait répondre à la perspective d'une défense européenne dont la construction appelle de multiples débats.

Les demandes d'intégration effective à l'UE formulées par différents pays – à commencer par l'Ukraine – doivent être soutenues, mais les conditions mises à cette intégration demandent une approche critique.

En effet, parmi ces conditions, celles qui concernent l'existence d'un État de droit, la lutte contre la corruption ou les droits des minorités, sont légitimes. En revanche, les critères économiques et sociaux – sous forme de diktats – sont en fait des injonctions économiques néolibérales et des mesures de régression sociale.

Ces exigences renvoient à une problématique globale : celle des fondamentaux économiques néo-libéraux de la construction européenne. À ce titre, elles doivent être dénoncées.

Basées sur la concurrence généralisée, le dumping social et fiscal, les conséquences qui en découlent sont dramatiques pour les populations sur le plan social, dans l'agriculture comme dans l'industrie et les services. C'est cette problématique mortifère pour les populations que nous devons critiquer.

Le cas sensible de l'Ukraine

Des oppositions à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE se manifestent à gauche. Pour notre part, nous approuvons l'acceptation par l'UE de cette candidature. Il s'agit d'un geste politique fort de solidarité avec le peuple ukrainien qui est



victime de l'agression russe et qui aspire à rejoindre l'UE. Sa volonté de décider librement de son devenir demande à être respectée.

En outre, on ne peut exclure que des pressions s'exercent sur l'Ukraine visant à échanger la promesse de son intégration prochaine à l'UE contre l'acceptation d'une paix tronquée. Celle-ci pourrait entériner la partition du territoire ukrainien et l'acceptation de ce que souhaite la Russie. Cette dernière conserverait, de la Crimée au Donbass, les territoires conquis par la force. De telles pressions seront à contrecarrer.

Plus généralement, la concrétisation de l'intégration de l'Ukraine à l'UE sera un processus long et complexe. Nous serons aux côtés du peuple ukrainien dans son refus prévisible des diktats et régressions sociales que l'UE néolibérale ne manquera pas de vouloir lui imposer.

La préoccupation doit être, non pas d'exiger que l'Ukraine se plie à ces conditions pour trouver place dans l'UE, mais de changer les règles de l'UE. L'objectif étant de rendre possible cette intégration par une lutte commune avec le peuple ukrainien, ses syndicats et organisations, pour une Europe sociale et démocratique.

Pour nous, la question de l'indépendance de l'Ukraine doit être liée à celle de la nécessité d'une autre Europe – sociale, écologique, démocratique, féministe, pacifiste – et au droit des peuples à l'autodétermination. Une Europe où l'harmonisation des standards sociaux se ferait non pas vers le bas – par des dumpings sociaux mortifères opposant les travailleurs et les travailleuses des pays de l'Est et de l'Ouest – mais vers le haut et vers les meilleures conquêtes sociales et démocratiques du monde du travail.

Cette logique appelle la défense d'exigences immédiates. Entre autres, que les gouvernements et banques occidentales annulent la dette extérieure de l'Ukraine, dont le service pèse lourdement sur le budget.

Et aussi que la reconstruction future de l'Ukraine ne se fasse pas suivant les appétits insatiables de super-profits des grands groupes capitalistes européens et américains – qui dictent à l'Ukraine les conditions de cette reconstruction – mais en fonction des besoins librement décidés par le peuple ukrainien lui-même.

La guerre contre l'Ukraine fait que des liens de solidarité et des échanges ont commencé à se tisser, en particulier au travers du RESU/ENSU et d'autres associations nationales. Il y a un besoin urgent de mettre en place une nouvelle coordination des forces de la gauche à l'échelle européenne.

Au-delà de l'Ukraine proprement dite, la portée de la guerre en cours

L'objectif doit être que Poutine essuie une défaite et soit contraint de retirer les troupes russes d'occupation de toute l'Ukraine. L'espoir est que les peuples, les travailleurs et travailleuses de la Fédération de Russie se débarrassent de cette dictature, démocratisent leurs pays et s'associent à la construction commune d'une nouvelle Europe pacifique, démocratique, écologique et sociale.

Il en est de même concernant la courageuse résistance du peuple et de l'opposition démocratique biélorusse contre la dictature de Loukachenko, vassale du Kremlin.



3 Des pistes de réflexion pour répondre au nouveau contexte

- Après la Catalogne, l'Écosse, l'Euskadi ou l'Irlande – le droit à l'autodétermination des peuples, à l'échelle de toute l'Europe, s'accompagne d'une volonté des forces politiques d'émancipation nationale de ces territoires de rester dans le cadre de l'UE.
- Il convient enfin d'intégrer – à l'échelle de chaque État membre – la prise en compte des droits culturels et linguistiques.
- La réflexion sur un processus de décolonisation et l'exercice du droit à l'autodétermination doivent aussi s'appliquer aux territoires dits ultra-marins (pays et territoires d'outre-mer et régions dites ultrapériphériques) européens (notamment espagnols, français – Kanaky, Polynésie, etc. –, portugais) issus de l'histoire coloniale.
- Le déplacement du centre de gravité de l'Europe vers l'est doit conduire à une meilleure prise en compte de l'est du continent dans tous les domaines, y compris dans nos relations avec des organisations de cette Europe orientale longtemps considérée comme périphérique.
- La réaffirmation d'une conception ouverte de la construction européenne et de l'élargissement aux États qui en font la demande. Il faut conditionner strictement l'adhésion à l'existence d'un État de droit, au refus de la corruption et au respect des droits des minorités ainsi qu'à l'égalité femmes-hommes et au droit à l'IVG. Par contre, il faut dénoncer les critères qui visent à imposer des conceptions néolibérales sur le plan économique et des reculs sociaux pour les populations concernées.

Alerte Kanaky

Le processus de décolonisation et d'autodétermination engagé par l'accord de Nouméa a permis plusieurs décennies de paix et des évolutions, positives, mais fragiles, en Nouvelle-Calédonie.

Aujourd'hui, le Gouvernement mène une offensive visant à mettre en cause cette évolution. Il veut imposer unilatéralement une refonte du corps électoral pour les scrutins provinciaux par un coup de force qui est perçu comme une volonté de recolonisation. C'est revenir sur des engagements décisifs et prendre le risque de raviver les tensions.

Il s'agit d'une question décisive, pour la Nouvelle-Calédonie, la France et au-delà l'UE. Elle nécessite de la part des anticolonialistes et des démocrates une mobilisation en solidarité avec le peuple Kanak et le soutien à son accession à une pleine souveraineté.

Mais la question ukrainienne n'est pas le seul élément nouveau dans un contexte européen. D'autres questions sont posées

Les réflexions, les exigences, les propositions afin de transformer l'ONU apparaissent d'un intérêt immédiat. Les projets de réforme doivent être débattus pour sortir de la paralysie du conseil de sécurité sous hégémonie de grandes puissances diverses mais impérialistes. Réformer l'ONU est décisif pour le désarmement et une politique de paix, mais aussi pour établir les moyens d'intervention sur les droits sociaux, l'écologie, etc. L'UE aura à discuter pour proposer des chemins et des décisions à prendre afin que les peuples disposent d'un outil pour leur sécurité.

Sur le plan international, la situation au Moyen-Orient percute l'UE

Depuis le 7 octobre, la question palestinienne est au cœur de la situation mondiale donc européenne.

Les crimes de guerre qui ont accompagné l'attaque du Hamas et d'autres groupes palestiniens ont été suivis, de la part du gouvernement israélien, de massacres de masse pendant des mois et du projet d'imposer une nouvelle Nakba aux Palestiniens.

La riposte israélienne a conduit à la mise en accusation internationale d'Israël en raison des éléments d'un processus génocidaire. L'action de l'Afrique du Sud auprès de la Cour Internationale de Justice a rassemblé une grande part des pays et des opinions à l'échelle mondiale. Cela traduit le rôle que devrait tenir l'ONU.

Le soutien inconditionnel – trop longtemps apporté par la plupart des États européens à l'offensive meurtrière d'Israël contre la population de Gaza – a fini de saper leur crédibilité auprès de nombre de peuples du Sud qui y voient la confirmation d'un «deux poids, deux mesures».

L'UE porte une grande responsabilité. Elle aurait dû reconnaître depuis très longtemps l'État de Palestine. Elle devrait s'engager à soutenir un processus de Paix au Moyen-Orient, garantissant les droits des Palestiniens et des Israéliens.

Dans l'immédiat, le gouvernement français et l'UE devraient continuer et amplifier leur aide à l'État de Palestine et soutenir l'UNRWA sur le plan politique et financier.

Elle devrait suspendre les échanges commerciaux et militaires avec Israël conformément aux clauses de l'accord d'association UE/Israël sur le respect des droits humains et poser le bon déroulement du processus de paix comme condition d'une reprise.

À plus long terme, l'UE devrait s'engager dans une Conférence de Paix au Moyen-Orient dans le cadre de l'assemblée générale de l'ONU.

4 Des tâches pour aujourd'hui et pour demain

Nous avons pris contact avec les forces les plus proches – celles du Forum pour l'alternative (NPA et Rejoignons-nous) et celles que nous côtoyons au sein du RESU (les précédentes + GDS, GES, PEPS, UCL...) – et avec toutes les forces de la NUPES. Il s'agit de vérifier nos convergences européennes et la possibilité d'une expression commune sur les enjeux européens dans le cadre de la campagne électorale européenne.

Apporter un appui aux tentatives de reconstruire un espace citoyen de type Forum Social Européen, avec toutes les forces citoyennes, associatives, syndicales et altermondialistes au-delà de l'UE et à l'échelle du continent (incluant celles d'Ukraine et de Russie). Pour la transformation de l'Europe, au-delà de l'UE actuelle, un cadre commun est indispensable pour construire des droits sociaux et démocratiques permettant une progression et de nouvelles institutions.



Les Forums sociaux européens (FSE)

Il manque une coordination, un espace commun à l'échelle européenne des mouvements sociaux, syndicats, réseaux écologistes, antiracistes, féministes et des forces de gauche. Une refondation du processus des Forums Sociaux Européens, lancé en 2002 à Florence et en 2003 à Paris-Saint Denis, mais qui a décliné ensuite, serait nécessaire.

Une refondation sur des bases nouvelles. En intégrant les défis tels que la mise en cause des libertés et des droits sociaux, l'urgence climatique et la bifurcation écologique, les guerres d'agression impérialistes, le droit des peuples opprimés à l'autodétermination, et d'autres.

De même, en résolvant un des principaux problèmes qui a fait périliter ce processus pourtant si enthousiasmant et prometteur.

À savoir le fait qu'il soit resté essentiellement occidentalocentré : centré sur les pays d'Europe de l'Ouest, laissant de côté la gauche et les mouvements sociaux des pays d'Europe centrale et orientale et des Balkans.

Lesquels venaient pourtant à peine de se libérer – par une série de révolutions démocratiques – des dictatures « communistes » de la bureaucratie impérialiste russe et de ses bureaucraties satellites.

Les FSE de 2002 et 2003 furent une heureuse exception. Les syndicats,

Construire une coordination permanente des forces politiques des gauches critiques, écologistes, alternatives, anticapitalistes à l'échelle de toute l'Europe (voire au-delà de l'UE et incluant l'Ukraine et la Russie). Dans ce cadre, une première « rencontre européenne d'organisations anticapitalistes » a eu lieu à Barcelone (3 février 2024) à l'initiative d'*Anticapitalistas* et de la CUP, avec une quinzaine d'organisations de la gauche radicale et de mouvements alternatifs d'Europe. Le NPA, GES et ENSEMBLE! y ont participé. Des échanges intéressants ont eu lieu notamment sur la question de l'écocapitalisme et du retour de la guerre en Europe. Des divergences existent sur l'Ukraine et l'agression de l'impérialisme russe dont il faut continuer à débattre. Nous avons informé de la création récente de « l'Alliance de la gauche verte d'Europe centrale et orientale ». Une nouvelle rencontre est prévue à l'automne prochain en France que nous devrions préparer avec les camarades du NPA et de la GES.

Suivre attentivement – événement prometteur – la récente constitution à Varsovie d'une Alliance de la gauche verte d'Europe centrale et orientale (CEEGLA). Construire des relations plus étroites avec les forces politiques les plus proches qu'il nous faut identifier précisément. C'est le cas de Razem (Pologne), comme nous l'avions esquissé avec la CUP (Catalogne).

Prendre position, à l'occasion des élections européennes. La dispersion des gauches et des écologistes va l'emporter. Il faudra pousser à la convergence permanente de tous les futurs groupes parlementaires du Parlement Européen se réclamant de la gauche et de l'écologie. Contre les néo-fascistes et les droites néo-libérales et autoritaires, nous défendrons des mesures sociales, écologiques, démocratiques pour les peuples, les citoyen-nnes des États membres de

l'UE mais aussi les migrant·es pour lequel·les nous exigeons l'égalité des droits et l'accès à la citoyenneté.

Proposer la mise en place d'un Forum européen des gauches et de l'écologie permettant le débat citoyen et la prise en compte au Parlement européen des exigences citoyennes, de la part des eurodéputé·es des gauches et de l'écologie.

Internationalistes et altermondialistes, c'est enfin un autre rapport au monde, et en particulier aux peuples du Sud, que nous préconisons pour l'Europe que nous voulons. La tenue récente de la nouvelle édition du Forum Social Mondial (FSM) au Népal, dans l'indifférence des réseaux militants de France et d'Europe, doit nous alerter, de même que les tentatives de relance d'un Forum Social Européen (FSE). La nécessité d'une relance de la dynamique des Forums sociaux, à toutes les échelles, doit être posée. Jamais, nous n'avons eu autant besoin – y compris à l'échelle de l'Europe – de tels outils d'échanges, d'actions et de réflexions communes pour stimuler les résistances et élaborer des alternatives.

associations, partis et militant·es de cette « deuxième Europe » y étaient venues en nombre, et souvent de très loin (des bassins du Donbass en Ukraine et même du Kouzbass en Sibérie). Mais sans rencontrer d'intérêt suffisant de la part de leurs camarades des pays de l'Ouest.



Conclusion

La montée en puissance des extrêmes droites et la menace néo-fasciste qu'elle représente dans plusieurs États membres exigent une démarche de convergence des gauches et des écologistes à l'échelle européenne. C'est l'un des éléments qui fondent l'orientation unitaire d'ENSEMBLE!, à l'échelle du continent.

Pour faire face à cette situation, une telle convergence des gauches devrait s'affirmer en capacité de porter une alternative radicale et crédible aux régressions imposées par le néolibéralisme, permettant d'articuler perspectives sociales, démocratiques, écologistes et internationalistes, etc.

mai 2024



ENSEMBLE! – Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire – s’est constitué en 2013, par le rapprochement de différentes formations alors membres du Front de gauche, de militant·es issu·es du mouvement associatif, altermondialiste, syndical, des luttes féministes et LGBTI, des quartiers populaires, ainsi que de collectifs locaux.

Nous sommes convaincu·es que c’est à partir du métissage et du dépassement des cultures politiques différentes au sein de la gauche de transformation sociale que peut se créer du nouveau en politique.

ENSEMBLE! cherche à favoriser le rassemblement politique, social et populaire, de toutes les forces prêtes à assurer la confrontation avec les classes dominantes et à construire une alternative à gauche. Notre objectif est de contribuer, avec d’autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société, à reconstruire un projet d’émancipation en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, un outil pour auto-organisation, l’unité populaire, l’autogestion.

Le mouvement est constitué de collectifs locaux dans les villes et les départements, qui décident, au consensus, en permettant la participation la plus large, des modalités d’actions pour avancer vers nos objectifs communs. Celles et ceux qui ont décidé de se mettre *Ensemble* vous appellent à rejoindre le mouvement!

ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

26 rue Malmaison 93170 Bagnolet

Édité par la Société à responsabilité limitée SECE
(capital social : 300 euros / RCS de Bobigny : 2015B03849 / Durée : jusqu’au 28/12/2074)



3€

Impression : Presse-Pluriel 2024

Pour nous contacter : contact@mouvement-ensemble.com

Site d’ENSEMBLE! : <https://ensemble-mouvement.com/>

 ENSEMBLEmouvnt

 Mouvt_ENSEMBLE

 mouvement_ensemble

 ensemblemouvement